

l'a faite, il ne l'a pas exécutée. Il avait promis également d'aider à l'établissement de grandes routes. Cette promesse non plus, selon moi, n'a pas été remplie. Il en rejette le blâme sur l'opposition, et l'opposition le lui renvoie. Il se peut que l'opposition ait raison, comme, d'autre part, il se peut que ce soit lui; mais, dans tous les cas, la promesse n'a pas été remplie.

L'établissement du chemin de fer de la baie d'Hudson est incontestablement une affaire importante. A cet égard, il est en train d'accomplir la promesse que le Gouvernement avait faite. Me serait-il permis de dire néanmoins que le Gouvernement du jour exécute là plutôt une promesse du Gouvernement qui l'a précédé. Les partisans du ministère diront que celui-ci remplit sa promesse à l'égard des ports. La Chambre ne se souvient-elle pas parfaitement que c'était là un article, article très important, de la politique de l'ancienne administration? La Chambre ne se souvient-elle pas également que le rôle de ceux qui alors se trouvaient dans l'opposition semblait être d'envisager avec alarme les dépenses que proposait l'ancienne administration pour ces choses, tout comme c'est leur joie aujourd'hui de signaler avec orgueil des dépenses plus fortes encore qu'ils sont eux-mêmes prêts à faire. A l'égard de ces promesses, il n'existera aucune divergence d'opinion entre les deux côtés de la Chambre. Nous sommes heureux de voir nos successeurs réaliser une politique qui a été la nôtre et, s'il leur est possible de faire encore mieux que nous, ils auront notre concours dans une œuvre qui a pour but le bien du pays.

Il est une promesse qui n'a pas été remplie, et c'est la plus importante que les membres du cabinet ait faite alors qu'ils siégeaient dans l'opposition, celle-là même qui leur a valu le pouvoir. Sûrement cette promesse devrait être exécutée de préférence à toute autre. Si elle ne l'est pas, nos amis du ministère ne peuvent avec raison de prétendre au mérite ou à l'honneur d'avoir rempli de moindres engagements et surtout de mettre à exécution ceux de leurs prédécesseurs. La promesse dont je parle—et j'espère que je l'énonce fidèlement—a été celle de ne plus trafiquer ni commercer avec les Yankees. La chose avait été proclamée du haut de toutes les tribunes. Ça été cette déclaration qui a fait onduler le vieux drapeau avec tant d'entrain et tant de succès pour nos amis. Le fait est néanmoins que malgré leur accession au pouvoir et bien qu'ils soient en mesure de racheter cette promesse, les échanges avec ces misérables Yankees se sont en fait accrus sous leur administration et, chose plus atroce encore, je crois qu'il y a eu augmentation du tant pour cent aussi bien qu'augmentation du volume des affaires.

L'hon. M. OLIVER.

Après cette inexécution absolue d'une promesse aussi importante, je me demande pourquoi le premier ministre et ses collègues prétendraient à l'honneur ou au mérite d'avoir rempli leurs engagements. Mais quoi! C'est un fait notoire que le Canada achète des Etats-Unis presque le double de ce qu'il leur vend. D'après la déclaration de principes grâce à laquelle ces messieurs ont obtenu le pouvoir, tout commerce entre le Canada et les Etats-Unis était répréhensible au premier chef; répréhensible ensuite tout achat que nous leur faisons. Or, aujourd'hui, nous achetons plus que jamais aux Etats-Unis, et, proportionnellement, moins que jamais, je le crois bien, nous leur vendons. C'est-à-dire qu'entre le Canada et les Etats-Unis, la balance du commerce est aujourd'hui, sous l'administration de ces messieurs, plus lourdement contre nous que sous l'administration de leurs prédécesseurs.

Mais il y a plus, et nos amis ne le nieront certainement pas, un article important de leur programme a été d'empêcher que les transports par chemin de fer ne se fissent du nord au sud. Ils ne nieront certainement pas que ceci a été proclamé dans toutes les tribunes d'où ils ont adressé la parole aux électeurs. Le ministre des Finances (l'hon. M. White) ne voudra pas nier qu'à la dernière session du Parlement actuel il a déclaré que c'était là un article du programme politique du Gouvernement du jour, et aujourd'hui que le très honorable chef de l'opposition (sir W. Laurier) fait entendre au très honorable chef du Gouvernement (sir R. L. Borden) qu'il peut y avoir quelque chose à demander touchant les efforts de la présente administration pour faire porter à des ports américains les grains du Canada à travers la ligne, il répond: Pourquoi n'en serait-il pas ainsi? Et ce: effet pourquoi, disons-nous, n'en serait-il pas ainsi chaque fois que la situation l'exige?

Les députés de la droite après avoir repoussé le projet s'y sont ralliés et aujourd'hui ils nous adjurent d'ajouter foi à la réalisation de leurs promesses. Les circonstances, il est vrai, les ont obligés à modifier leur attitude et à mettre au rancart le système qui les avait aidés à escalader le pouvoir et à violer les promesses faites au corps électoral. Force leur fut donc d'adopter la politique de leurs adversaires. Après semblable volte-face, le premier ministre (M. R. L. Borden) abuse maintenant de la crédulité de cette Chambre quand il nous demande de croire que le Gouvernement a rempli ses promesses.

La démission de l'ex-ministre des Travaux publics (M. Monk) est aussi venue sur le tapis, et le premier ministre (M. Borden), comme il était convenable, a prodigué à son ancien collègue les plus grandes louanges. M. Monk, a-t-il dit, en se séparant de ses collègues, a obéi aux